

**FIPECO le 06.05.2021**  
**Les commentaires de l'actualité**

## **L'investissement public en Europe en 2020**

**François ECALLE**

De nombreux économistes recommandent d'engager un grand plan d'investissements publics pour relancer l'activité économique dans l'Union européenne. Dans ce contexte, ce billet fait le point sur l'évolution de l'investissement public jusqu'à 2019 puis en 2020 en France et dans l'Union européenne (à 27) ou dans la zone euro (selon la disponibilité des statistiques).

L'investissement public désigne ici la somme des investissements réalisés par les administrations publiques et des aides à l'investissement qu'elles versent aux entreprises, privées ou publiques. Il s'agit donc de la contribution budgétaire des administrations publiques à l'effort national d'investissement.

**L'investissement public a été relativement stable, en pourcentage du PIB, dans l'Union européenne et la zone euro dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Ensuite, il a connu un pic en 2009, sous l'effet des plans de relance et de la baisse du PIB, puis une baisse importante jusque vers 2016. En Allemagne, il est toutefois resté à peu près au même niveau qu'avant la crise. En revanche, il a fortement baissé dans certains pays comme l'Italie. Sa diminution en France a été un peu moins forte que la moyenne.**

**Malgré une remontée à partir de 2017, en points de PIB, l'investissement public était encore en 2019 au-dessous de son niveau de 2006-2007 en moyenne en Europe. Il était toutefois au-dessus de son niveau d'avant crise en Allemagne et à peu près à ce niveau en France.**

**En 2020, l'investissement public a augmenté de 0,4 point pour atteindre 3,9 % du PIB en moyenne dans la zone euro. Il est supérieur à ce niveau moyen en France (4,7 %), égal à cette moyenne en Allemagne et reste particulièrement faible en Espagne (2,9 % du PIB).**

**L'augmentation du ratio investissement public / PIB en 2020 résulte à la fois de la hausse des investissements en euros et de la baisse du PIB en valeur. Les investissements ont augmenté de 5,9 % en euros courants en moyenne dans la zone euro en 2020, de 10,9 % en Italie, de 8,7 % en Allemagne et en Espagne et de seulement 0,6 % en France, du fait notamment de la baisse habituelle des investissements des communes les années d'élections municipales.**

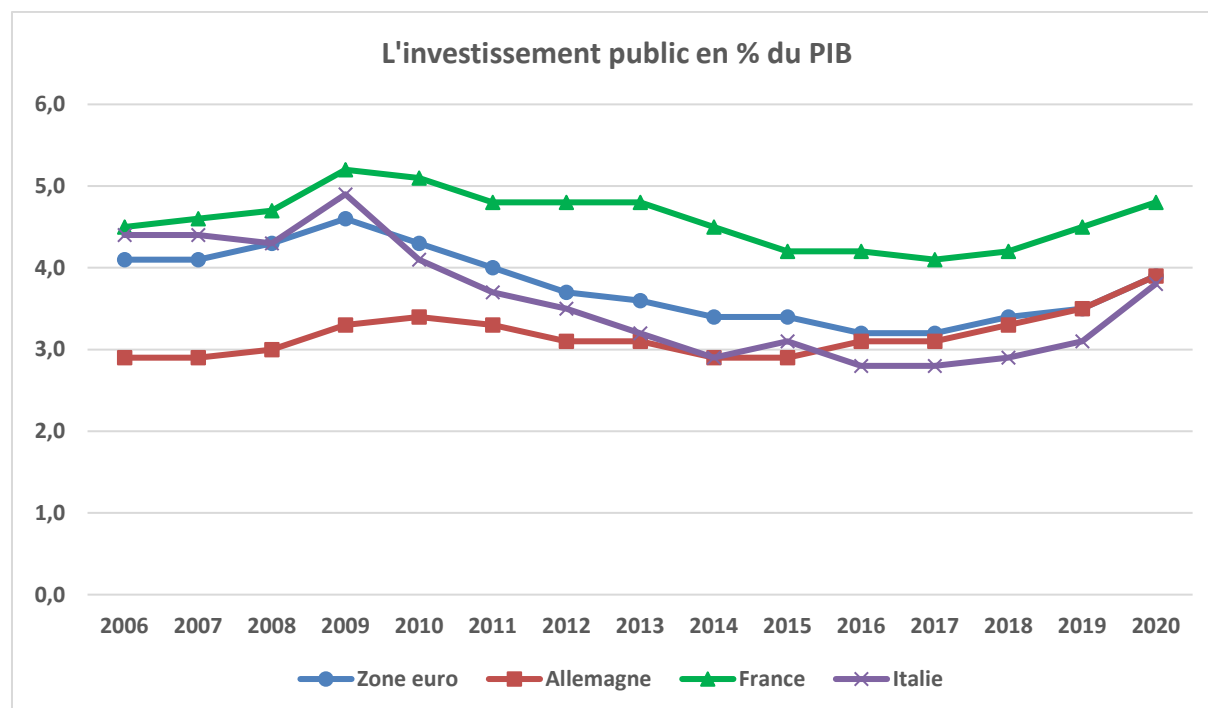
**Le taux de croissance annuel moyen des investissements publics en euros courants sur la période 2016-2020 a été de 4,3 % dans la zone euro, de 7,6 % en Allemagne, de 3,9 % en Italie, de 3,2 % en France et de seulement 0,4 % en Espagne.**

## A) L'évolution des investissements publics jusqu'à 2019

Les comptes nationaux permettent de connaître la « *formation brute de capital fixe* » (FBCF) des administrations publiques (86,1 Md€ en 2020 en France), qui est constituée de leurs acquisitions, nettes des cessions, d'actifs corporels et incorporels (comme les dépenses de recherche et développement). Les [administrations publiques](#) (APU) ne comprennent pas les entreprises publiques du secteur marchand, c'est-à-dire celles dont les ventes couvrent plus de la moitié de leur coût, comme EDF. Leurs investissements ne sont donc pas compris dans la FBCF des APU alors qu'ils sont souvent considérés comme des investissements publics.

Il est néanmoins possible d'identifier dans les comptes nationaux les subventions d'investissement versées par les APU à d'autres secteurs (22,4 Md€ en 2020 en France). Elles comprennent celles qui sont attribuées aux entreprises publiques du secteur marchand mais aussi celles qui sont attribuées aux entreprises privées. Elles peuvent être ajoutées à la FBCF des APU pour mesurer la contribution budgétaire des administrations publiques à l'effort national d'investissement, ce qui conduit à un investissement public d'un montant de 108,6 Md€ en France en 2020, soit 4,7 % du PIB<sup>1</sup>.

L'investissement public, ainsi entendu, a été relativement stable dans la zone euro, en pourcentage du PIB, dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Ensuite, comme le montre le graphique suivant, il a d'abord connu un pic en 2009, sous l'effet des mesures de relance et de la diminution du PIB en valeur, puis une baisse importante jusque vers 2016. L'investissement public en Allemagne est toutefois resté à peu près au même niveau qu'avant la crise de 2008-2009. En revanche, il a fortement baissé dans certains pays comme l'Italie. Sa diminution en France a été un peu moins forte que la moyenne de la zone euro.

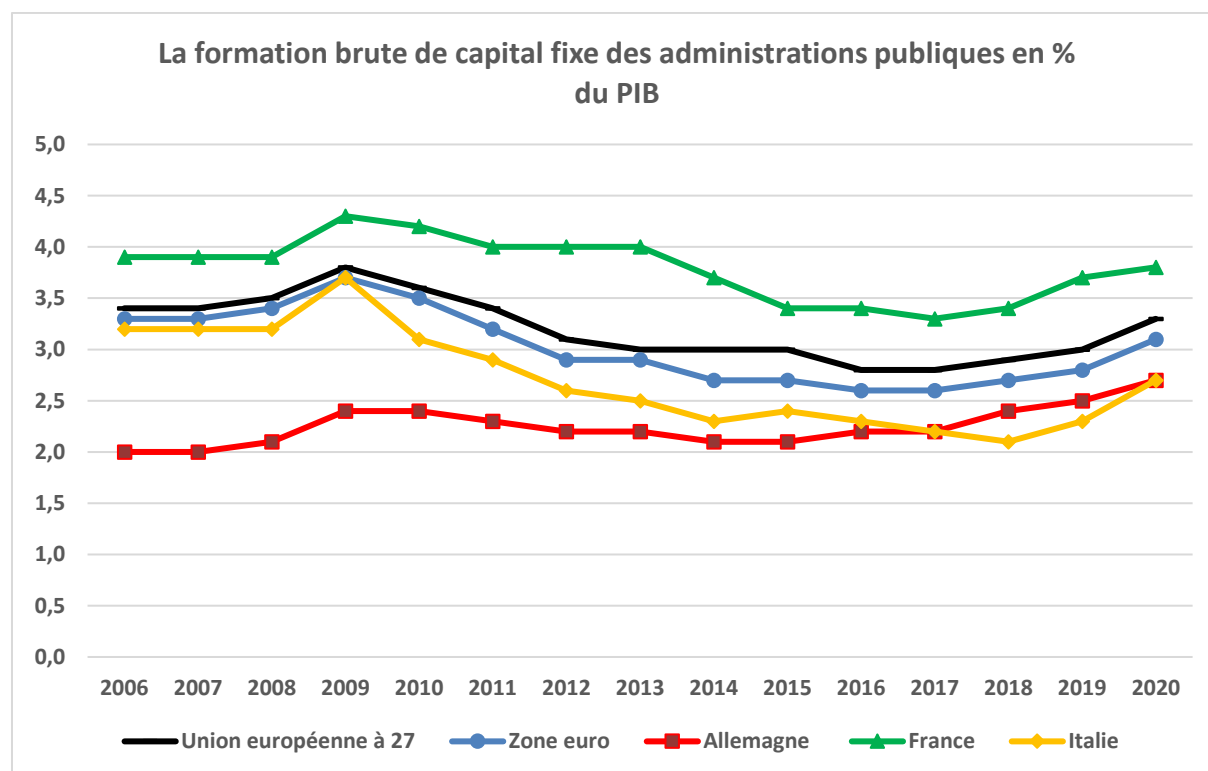


Source : Eurostat ; FIPECO.

<sup>1</sup> L'investissement public ainsi défini n'intègre pas les investissements réalisés par des entreprises privées dans le cadre de concessions de services publics, par exemple ceux des sociétés concessionnaires d'autoroutes. En revanche, les investissements réalisés dans le cadre de partenariats publics privés sont souvent inclus dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques.

Une remontée de l'investissement public est observable à partir de 2017 mais il était en 2019 en moyenne dans la zone euro au-dessous de son niveau de 2006-2007. Il était toutefois au-dessus de son niveau de 2006-2007 en Allemagne et à peu près au même niveau en France.

Eurostat n'a pas publié le montant des aides à l'investissement pour l'ensemble des pays de l'Union européenne (à 27). Aussi, le graphique suivant présente l'évolution de la seule formation brute de capital fixe des administrations publiques. Les évolutions des moyennes de la zone euro et de l'Union européenne à 27 sont proches et semblables à celles de l'investissement public au sens large.



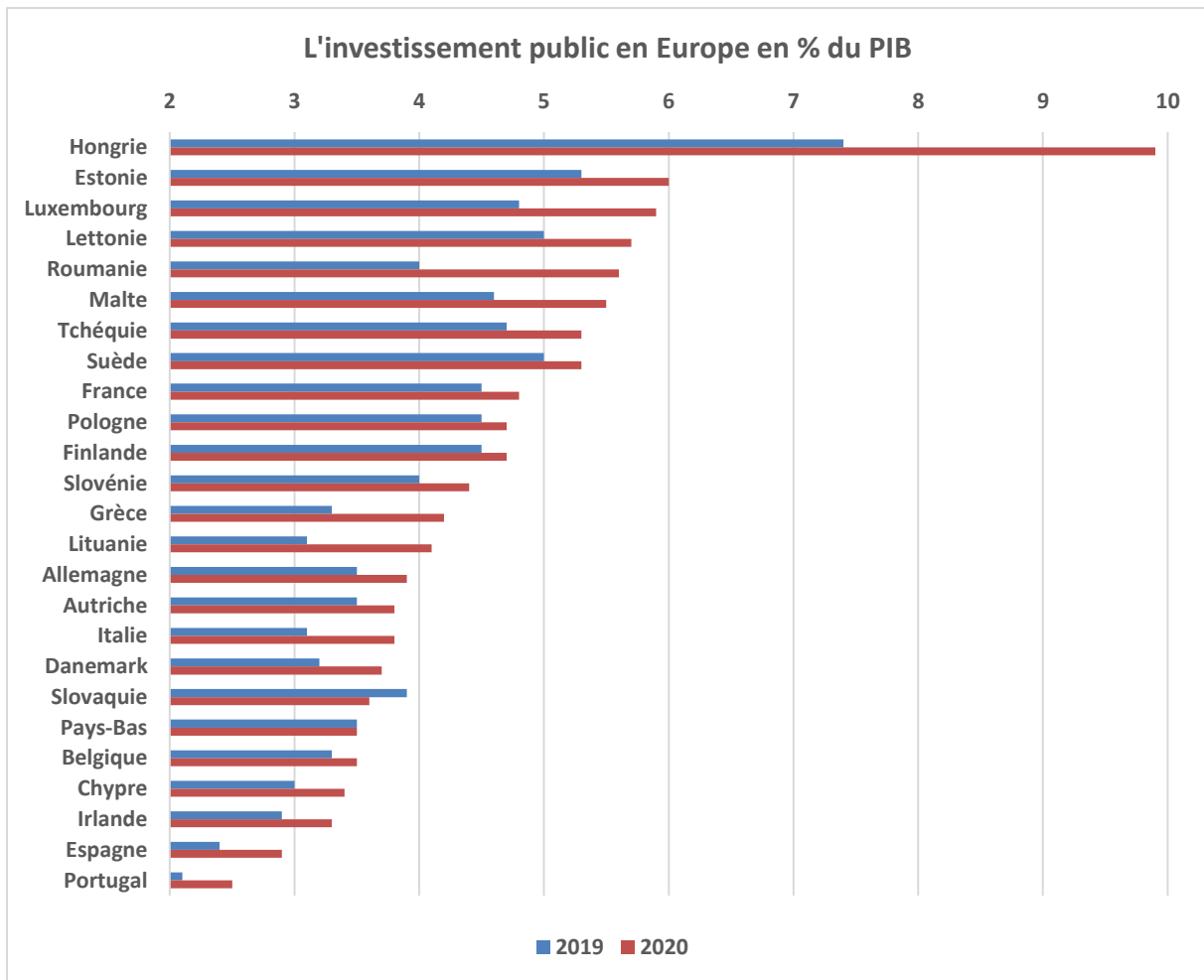
Source : Eurostat ; FIPECO.

## B) La croissance et le niveau de l'investissement public en 2020

En 2020, rapporté au PIB, l'investissement public a augmenté de 0,4 point dans la zone euro et la formation brute de capital fixe (FBCF) des administrations publiques (APU) de 0,3 point dans l'Union européenne à 27.

L'investissement public a progressé de 0,3 point de PIB en France, de 0,4 point en Allemagne et de 0,7 point en Italie.

Avec un investissement public représentant 4,7 % du PIB en 2020, la France est au 9<sup>ème</sup> rang de l'Union européenne (elle était au 8<sup>ème</sup> rang en 2019). Elle est devancée par des pays petits ou moyens, le seul pays relativement important étant la Suède (5,3 % du PIB). L'investissement public est égal à la moyenne de la zone euro (3,9 % du PIB) en Allemagne et il reste particulièrement faible en Espagne (2,9 % du PIB) et au Portugal (2,5 %).



Source : Eurostat ; FIPECO.

L'augmentation du rapport de l'investissement public au PIB en 2020 peut toutefois résulter de la hausse des dépenses d'équipement en euros ou de la baisse du PIB en valeur.

Dans la zone euro, l'investissement public a augmenté de 5,9 % en euros et, dans l'Union européenne, la FBCF des APU a progressé de 4,1 %.

En France, l'investissement public a augmenté de seulement 0,6 % (dont -3,3 % pour la FBCF), mais il est réalisé pour environ 30 % par les communes. Or celles-ci investissent beaucoup moins les années d'élections municipales, ce qui a été le cas en 2020 : l'investissement communal a diminué de 4,6 Md€ (- 13,7 %). En effet, les nouveaux élus ont besoin de temps pour arrêter les projets et lancer les appels d'offres, ce qui est encore plus long du fait des contraintes sanitaires.

Il est probable que l'investissement public soit cyclique dans de nombreux pays et que l'année 2020 soit particulière dans certains d'entre eux comme en France. Le tableau suivant présente donc le taux de croissance en euros de l'investissement public dans les principaux pays en 2020 mais aussi son taux de croissance annuel moyen sur plusieurs années (2016-2020).

En 2020, la croissance de l'investissement public en euros courants a été de 5,8 % dans la zone euro. Elle a été nettement supérieure à cette moyenne en Allemagne, en Espagne et en Italie ; nettement inférieure en France, aux Pays-Bas et en Belgique.

Son taux de croissance annuel moyen sur les années 2016-2020 a été de 4,3 %. Il a été nettement supérieur à cette moyenne en Allemagne et nettement inférieur en Espagne et dans le Benelux.

### **Les taux de croissance de l'investissement public en euros courants**

	<b>Taux de croissance en 2020</b>	<b>Taux de croissance annuel moyen 2016-2020</b>
Zone euro	5,9	4,3
France	0,6	3,2
Allemagne	8,7	7,6
Italie	10,9	3,9
Espagne	8,8	0,4
Pays-Bas	- 0,3	2,0
Belgique	0,3	2,2
Suède	5,0	4,8

Source : Eurostat ; FIPECO.

Le tableau suivant présente la répartition des investissements publics par fonction (ou politique publique) en pourcentage du PIB en 2019. L'écart global entre la France, l'Allemagne et la moyenne de la zone euro résulte de nombreux petits écarts, à peine significatifs, sur de nombreux postes.

### **La répartition des investissements publics par fonction en 2019 (% du PIB)**

<b>Fonction</b>	<b>France</b>	<b>Allemagne</b>	<b>Zone euro</b>
Défense	0,3	0,2	0,2
Transports	0,8	0,8	0,8
Recherche non comprise dans les autres fonctions	0,6	0,5	0,5
Protection de l'environnement	0,2	0,1	0,1
Services généraux	0,2	0,5	0,3
Logement et équipements collectifs	0,4	0,2	0,3
Santé	0,3	0,2	0,2
Loisirs et culture	0,3	0,1	0,2
Enseignement	0,4	0,3	0,3
Autres	0,9	0,6	0,6
<b>Total</b>	<b>4,4</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>

Source : Eurostat ; FIPECO. FBCF et subventions d'investissement.